



CARBURANT CHER : L'ÉTAT ENCAISSE, TOTAL ENERGIES ENGRANGE, LES DISTRIBUTEURS PRÉLÈVENT LA CRISE COMME PRÉTEXTE À LA HAUSSE DES PRIX

À chaque crise internationale, les prix augmentent immédiatement à la pompe. Pourtant, le carburant déjà présent dans les cuves n'a pas changé de coût du jour au lendemain.

Les entreprises alignent rapidement leurs prix de vente sur les nouvelles cotations internationales, même lorsque les stocks ont été achetés 3 à 12 mois en amont. Lorsque les cours baissent, étrangement, les prix à la pompe restent toujours élevés.

Lorsque Lecornu annonce, le 7 octobre, débloquer des stocks stratégiques pour faire baisser les prix, c'est une fumisterie, puisque les stocks dans les stations-service étaient déjà constitués avant la montée folle des prix !

Les délais d'approvisionnement sont longs, mais la hausse est immédiate : la crise sert de prétexte pour protéger les marges et faire payer les travailleurs.

Un mensonge d'Etat, un de plus : LE CARBURANT FRANÇAIS NE DÉPEND PAS D'ORMUZ

Le pétrole raffiné en France ne provient pas majoritairement du Moyen-Orient. En 2025, le brut importé par la France venait principalement des États-Unis (22 %), du Kazakhstan (15 %), du Nigeria (12 %) et de Norvège (10 %). Les produits pétroliers raffinés importés viennent surtout d'Europe, d'Arabie saoudite et des États-Unis.

Pourtant, à chaque tension dans cette région, les prix augmentent immédiatement, même pour le carburant déjà présent dans les cuves et acheté avant le conflit Iran-États-Unis.

La guerre devient leur prétexte pour spéculer et faire les poches aux travailleurs.

DU PUIT À LA POMPE, LES TRAVAILLEURS PAIENT

Le gouvernement encaisse les taxes, TotalEnergies explose ses profits et les distributeurs prélèvent leur marge sur des produits achetés avec un prix du baril à 60/70 \$, garanti par des achats effectués l'année précédente.

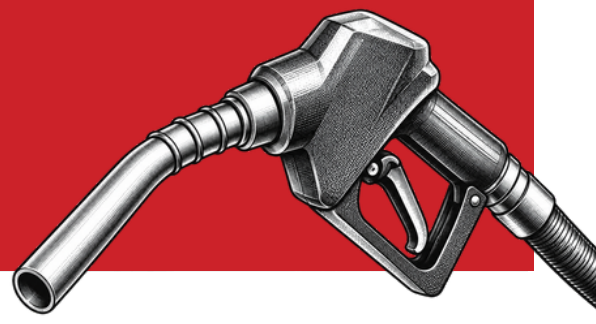
L'industrie pétrolière et la grande distribution se gavent et sont des profiteurs de guerre.



LE GOUVERNEMENT : PRÈS D'UN EURO DE TAXES SUR CHAQUE LITRE, DES MILLIARDS À L'ARRIVÉE

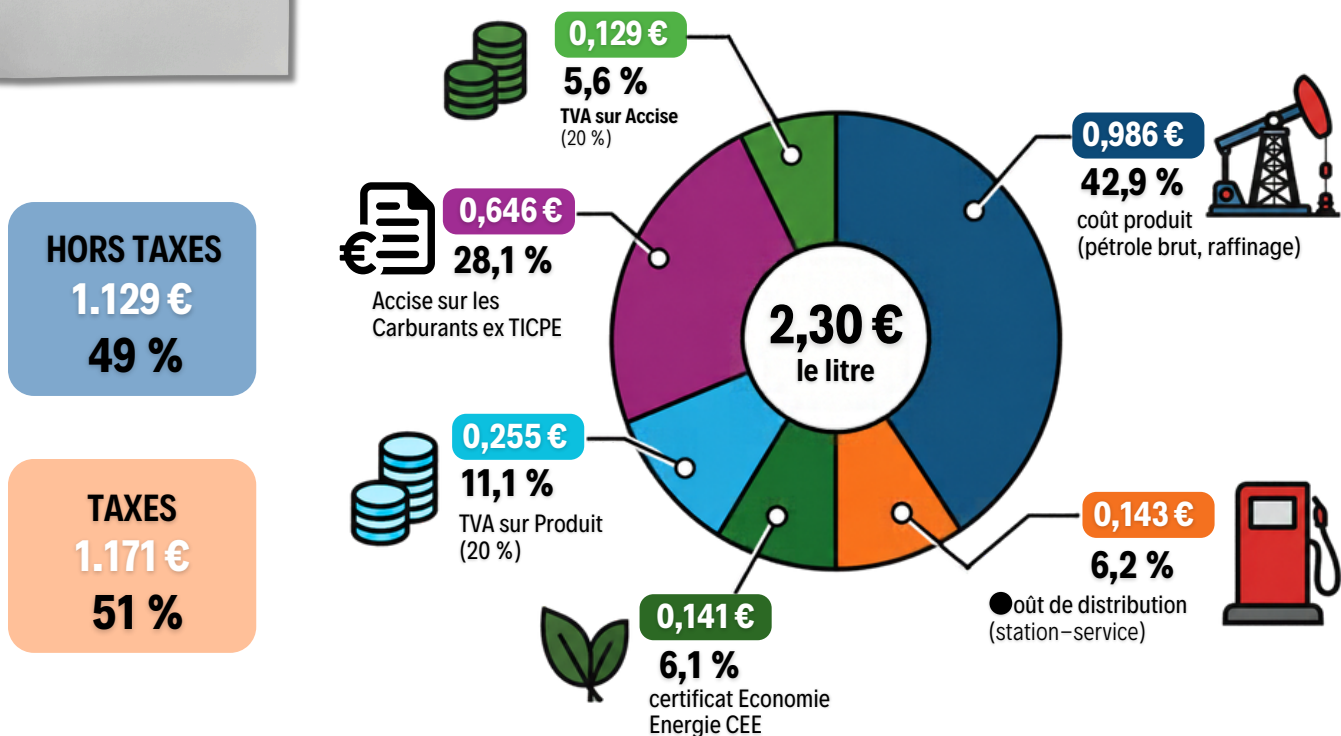
L'État ne contrôle peut-être pas le cours mondial du pétrole, mais il contrôle une part essentielle du prix payé à la pompe : l'accise, les CEE et la TVA.

L'accise, c'est 0,69 €/l pour le sans-plomb et 0,61 €/l pour le diesel, quel que soit leur prix de vente. Les CEE représentent un coût de 0,14 €/l, soi-disant pour l'environnement, et tout cela est soumis à une TVA de 20 %.



Pour un litre de gazole vendu 2,30 euros, la répartition est la suivante :

DÉCOMPOSITION DU PRIX D'UN LITRE DE GAZOLE À 2,30 €



Graphique de l'UFIP ci-dessus

AINSI, SUR UN LITRE DE GAZOLE À 2,30 €, LA FISCALITÉ TOTALE REPRÉSENTE 1,171 €/L, SOIT 51 % DU PRIX PAYÉ.

L'État et les autres administrations encaissent donc davantage lorsque le prix du carburant augmente, tandis que les salaires ne progressent pas automatiquement au même rythme.

TOTALENERGIES : PRODUCTEUR ET DISTRIBUTEUR, ÉTOUFFE SES RAFFINERIES ET DÉPLACE LES BÉNÉFICES

TotalEnergies contrôle toute la chaîne pétrolière : extraction, transport, négoce, raffinage, stockage, distribution et vente. Elle extrait le brut à bas coût, puis le transfère à ses raffineries selon les prix du marché international, notamment le Brent et Rotterdam, au lieu de se le vendre à son seul coût d'extraction.

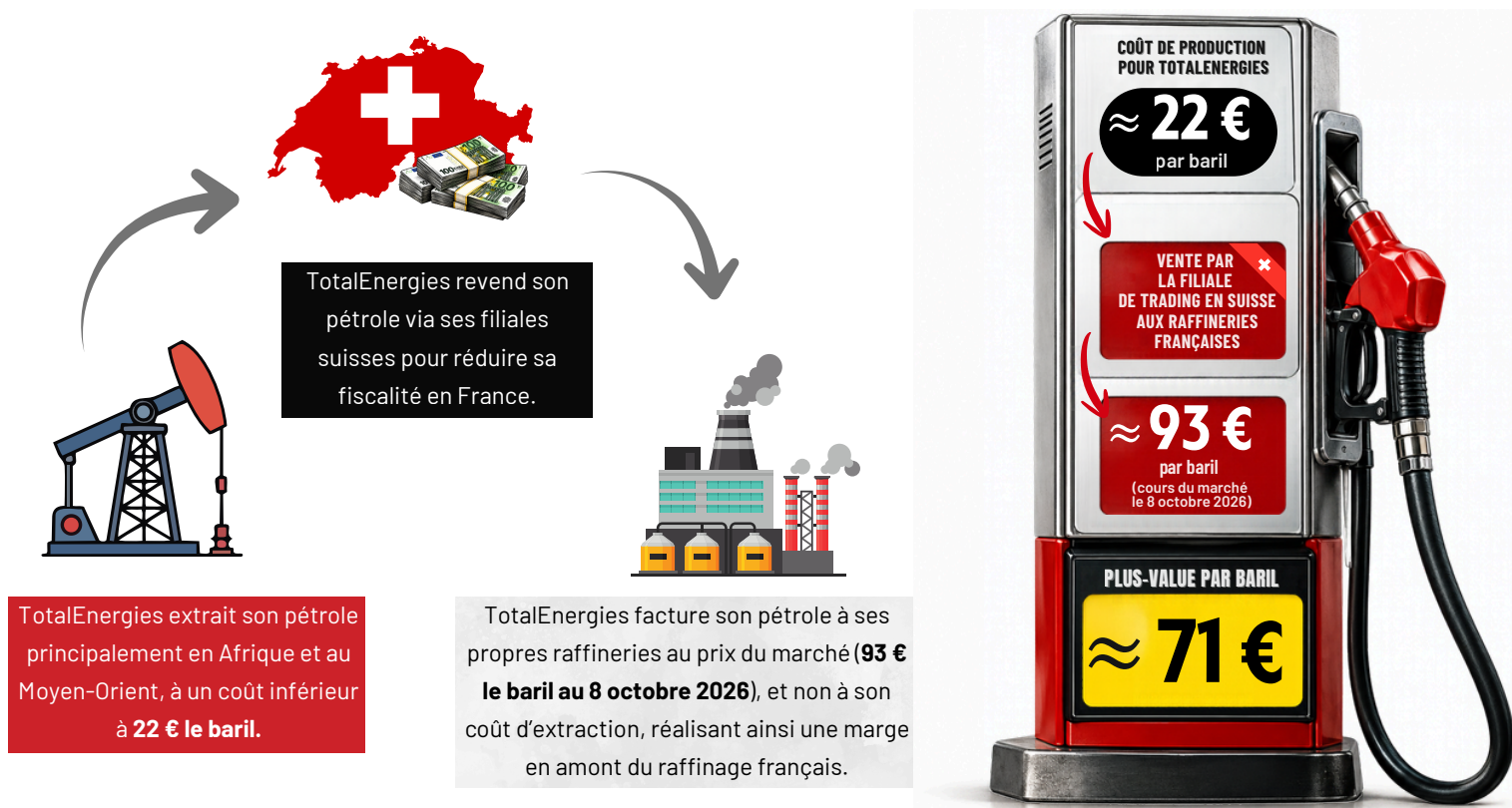
Pour TotalEnergies, si on comprend l'ensemble des coûts, cela lui revient à 25 \$ de produire un seul baril de pétrole, qu'il vendra au prix du cours sur le marché, soit 104 \$ à la date du 8 octobre 2026. C'est à ce même prix que TotalEnergies revendra ce baril à ses propres raffineries, soit une plus-value de près de 80 \$, à multiplier par plus de 200 millions de barils traités par les propres raffineries françaises de TotalEnergies chaque année.

Par exemple : les raffineries de Donges et de Gonfreville peuvent traiter ensemble environ 23 millions de tonnes de pétrole brut par an, soit environ **168 millions** de barils.

Si chaque baril est facturé au prix du marché, entre **83 et 97 euros**, ce volume représente environ **14 à 16 milliards d'euros**. Pourtant, au coût d'extraction estimé entre **4,40 et 8,80 euros** par baril, ce même volume ne représente que **0,7 à 1,5 milliard d'euros**.

L'écart atteint donc environ **12,5 à 15 milliards d'euros**. Il montre la différence considérable entre le prix du marché payé par les raffineries et le coût d'extraction estimé du pétrole.

Ce calcul ne signifie pas que TotalEnergies empêche automatiquement toute cette différence. Il montre cependant comment un pétrole extrait à faible coût peut être facturé aux raffineries au prix du marché international, permettant ainsi de réaliser des marges en amont du raffinage.



GRANDE DISTRIBUTION ET RÉSEAUX PÉTROLIERS : DES MARGES BIEN RÉELLES

Les grandes surfaces et les réseaux pétroliers interviennent tous dans le prix payé par l'automobiliste. Leur marge brute comprend le transport, le stockage, l'acheminement vers les stations, leur fonctionnement et la rémunération commerciale.

En 2025, elle atteignait en moyenne 21,9 centimes par litre de gazole et 24,7 centimes pour le SP95-E10. Début 2026, elle est montée jusqu'à 32,9 centimes pour le gazole et 31,7 centimes pour le SP95-E10. Multipliées par les volumes vendus, ces marges représentent des centaines de millions d'euros.

Pourtant, Leclerc, Carrefour et les autres distributeurs occupent les plateaux télévisés pour se présenter comme des victimes et affirmer que leurs marges ne seraient que de 1 à 2 centimes par litre. Cette déclaration confond la marge nette d'une station avec la marge brute de l'ensemble de la chaîne de transport et de distribution.

Ils jouent sur les mots, minimisent leurs marges et rejettent la responsabilité sur les raffineurs et l'État, alors que les travailleurs paient le carburant au prix fort.

Nous demandons la publication régulière et détaillée des marges de chaque acteur : raffineur, grossiste, centrale d'achat, transporteur, exploitant de station et distributeur.



QUI PROFITE, QUI PAIE ?



Le carburant cher n'est pas une fatalité naturelle. C'est le résultat d'un système capitaliste où les compagnies pétrolières réalisent leurs marges, où les distributeurs prélèvent leur part et où le gouvernement encaisse les taxes qui augmentent avec le prix.

TotalEnergies, qui contrôle une grande partie de la chaîne pétrolière, illustre particulièrement ce mécanisme.

Les travailleurs, eux, ne peuvent pas supprimer leur trajet, déplacer leur domicile ou choisir librement de ne plus aller travailler. Ils paient à la pompe, paient les taxes, paient l'inflation et paient le prix de la crise du logement lorsqu'ils sont contraints d'habiter loin de leur emploi.

Nous devons exiger la reprise en main des moyens de production par et pour les travailleurs, par la nationalisation, afin de pouvoir contrôler la réponse aux besoins et non pas garantir des milliards d'euros de dividendes aux parasites que sont les actionnaires, qui ne font que spéculer sur notre dos.

Il n'est plus tolérable pour les travailleurs de ce pays de subir l'inflation qui profite uniquement à TotalEnergies et aux autres monopoles du secteur pétrolier ! Un plein d'essence, avec un prix au litre aux alentours de 2 € ou plus, ampute le tiers des salaires du prolétariat !

POUR NE PLUS SUBIR NOTRE APPAUVRISSEMENT GÉNÉRALISÉ, SEULE LA LUTTE EST NOTRE ISSUE !

REVENDIQUONS MAINTENANT ET PARTOUT L'AUGMENTATION DES SALAIRES ET LE BLOCAGE DES PRIX À LA POMPE À 1,20 € !